



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des finances DFF

Administration fédérale des finances AFF

Administration fédérale des contributions AFC

28 mars 2018

Procédure de consultation concernant le Projet fiscal 17 (PF 17)

Rapport sur les résultats de la consultation

Condensé

Au total, 127 avis ont été reçus. Il s'avère que la majorité des participants à la consultation reconnaissent la nécessité urgente d'une réforme. Ils soutiennent par conséquent les objectifs de cette dernière ainsi que la suppression des régimes dont bénéficient les sociétés à statut fiscal cantonal.

Cependant, la forme concrète à donner à la réforme continue de susciter des divergences substantielles à certains égards. Fondamentalement, les milieux politiques de gauche sont favorables à une limitation des réglementations fiscales particulières et à l'adoption de mesures supplémentaires dans le domaine de l'équité fiscale. À l'opposé, les milieux bourgeois tendent à être favorables à des réglementations spéciales plus poussées et à une limitation voire à une suppression des mesures dans le domaine de l'équité fiscale.

Les adaptations de la péréquation financière recueillent une large approbation. Le principe de l'introduction d'un facteur zêta général abaissant la pondération des bénéfices des entreprises dans le calcul du potentiel de ressources n'est par exemple pas contesté. Certains participants à la consultation proposent cependant des variantes en ce qui concerne la forme des facteurs zêta ou des contributions complémentaires. Toutefois, comme au sujet des mesures de politique fiscale, aucune position majoritaire ne se dessine par rapport à la solution proposée dans le projet soumis à la consultation.

Les cantons ainsi que – contrairement à ce qui était encore le cas au sujet de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) – les villes et les communes soutiennent dans une large mesure le PF 17 dans la forme proposée. Ils réclament cependant que la part des cantons au produit de l'impôt fédéral direct soit plus élevée que ce qui a été proposé dans le projet soumis à la consultation. Cette exigence est partagée par un grand nombre de partis, d'associations et d'organisations.

Table des matières

1	Contexte	4
2	Avis reçus	4
3	Projet soumis à la consultation	4
3.1	Contexte	4
3.2	Contenu du projet	4
4	Résultats de la procédure de consultation	5
4.1	Orientation stratégique du PF 17	5
4.2	Mesures principales du PF 17	6
4.2.1	Suppression des régimes fiscaux cantonaux	6
4.2.2	Introduction d'une <i>patent box</i> (loi et ordonnance)	7
4.2.3	Introduction de déductions supplémentaires pour les dépenses de recherche et de développement (dépenses de R&D)	9
4.2.4	Introduction d'une limitation de la réduction fiscale	10
4.2.5	Augmentation de l'imposition des dividendes	11
4.2.6	Augmentation de la part des cantons au produit de l'impôt fédéral direct	12
4.2.7	Prise en compte des villes et des communes	13
4.2.8	Hausse des prescriptions minimales en matière d'allocations familiales	14
4.3	Autres mesures du PF 17	15
4.3.1	Allègements de l'impôt sur le capital	15
4.3.2	Déclaration de réserves latentes	16
4.3.3	Modifications relatives à la transposition	17
4.3.4	Extension de l'imputation forfaitaire d'impôt	18
4.3.5	Modifications de la péréquation financière	19
a	<i>Remarques générales</i>	19
b	<i>Modifications de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC): date de l'abandon du statut fiscal spécial</i>	20
c	<i>Modifications de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC): fourchette entre le seuil et le plafond des facteurs zêta</i>	20

1 Contexte

Le 6 septembre 2017, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral des finances (DFF) de mener une procédure de consultation sur le Projet fiscal 17 (PF 17) auprès des cantons, des partis politiques, des associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national, des associations faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national et des autres milieux concernés. Cette procédure a pris fin le 6 décembre 2017. Au total, 127 avis ont été reçus.

2 Avis reçus

Une liste des participants à la consultation (y compris abréviations) figure en annexe.

Les lignes qui suivent contiennent une récapitulation des principales déclarations exprimées dans les avis d'un grand nombre de participants à la consultation. Les avis détaillés peuvent être consultés sous <https://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/ind2017.html#DFF>.

3 Projet soumis à la consultation

3.1 Contexte

Le 12 février 2017, le peuple suisse a rejeté la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Le système fiscal actuel et plus particulièrement le traitement privilégié dont bénéficient les sociétés à statut fiscal cantonal sont donc restés en vigueur. Or, ce traitement privilégié ne correspond plus aux normes internationales. Cette situation engendre une insécurité juridique, diminue la fiabilité de la planification pour les entreprises concernées qui ont des activités transfrontalières et nuit à la place économique suisse ainsi qu'à sa réputation. Une réforme du droit suisse de l'imposition des entreprises conserve toute son urgence.

3.2 Contenu du projet

Le PF 17 vise à garantir une charge fiscale compétitive assortie de réglementations acceptées sur le plan international. Le projet doit en outre être équilibré. Grâce à des mesures ciblées, le PF 17 accorde plus d'attention à ce dernier aspect que ne le faisait la RIE III.

Le point de départ de ce projet est la suppression, dans le domaine de l'imposition des entreprises, des statuts fiscaux cantonaux qui ne sont plus acceptés sur le plan international. Afin que la Suisse reste une place économique attractive, cette mesure est accompagnée de l'introduction de nouvelles réglementations fiscales spéciales. Les cantons obtiennent en outre une marge de manœuvre dans leur politique budgétaire leur permettant de réduire si nécessaire l'impôt sur le bénéfice afin de maintenir leur compétitivité internationale. La péréquation financière est adaptée aux nouvelles réalités de la politique fiscale afin d'éviter des déséquilibres entre les cantons. La nécessité de présenter un projet équitable est prise en compte par l'imposition accrue des dividendes et par la révision à la hausse des prescriptions minimales fixées par la Confédération en matière d'allocations familiales.

Le PF 17 ne prévoit aucune baisse d'impôt au niveau fédéral. La Confédération supportera une charge supplémentaire d'environ 750 millions de francs par an, car elle participera de manière adéquate aux coûts que le projet occasionnera aux cantons.

4 Résultats de la procédure de consultation

4.1 Orientation stratégique du PF 17

L'orientation stratégique se compose des quatre éléments suivants:

- Suppression des réglementations fiscales qui ne sont plus conformes aux normes internationales.
- Introduction de nouvelles réglementations conformes aux normes internationales, combinée avec une baisse des taux cantonaux d'imposition des bénéficiaires.
- Adaptation de la péréquation financière aux nouvelles réalités de la politique fiscale.
- Répartition équitable des charges de la réforme.

Principales déclarations:

Avis favorables

La CdC, la CDF, tous les cantons, l'Union des villes suisses et l'Association des communes suisses ainsi que la grande majorité des partis et des organisations sont favorables à l'orientation de principe proposée.

La CdC, la CDF, tous les cantons, l'Union des villes suisses et l'Association des communes suisses ainsi que de nombreux partis et organisations réclament notamment une augmentation de la part des cantons au produit de l'impôt fédéral direct.

Avis négatifs

Le PES et l'USS sont opposés à une augmentation de la part des cantons au produit de l'impôt fédéral direct.

Pour onze organisations (AGV, CCI Valais, SFB, usam, Freiheit + Verantwortung, KGL, IHZ, Forum PME, SSE, SESE, VPAG, WU), le projet viole des principes fédéralistes et/ou n'est pas supportable pour les PME.

Projet réduit

Le PDC, l'IHK SG-A et l'ASEFiD aimeraient qu'un projet réduit soit soumis au Parlement. Ce projet réduit comprendrait par exemple la suppression des sociétés à statut fiscal cantonal, l'augmentation de la part des cantons au produit de l'impôt fédéral direct, la déclaration des réserves latentes et l'adaptation de la péréquation financière.

Allègements fiscaux supplémentaires

La CdC, la CDF, quatorze cantons (AR, BE, GL, GR, JU, LU, NW, SG, SH, SO, SZ, TG, ZG, ZH), la Conférence des villes suisses sur les impôts et trois partis (PLR, pvl, UDC) ainsi que 30 organisations (economiesuisse, ASB, EXPERTsuisse, ABG, CVCI, Coop, PDC canton ZH, PLR canton AG, PLR canton ZH, Forum Zürich, GZA, HAW, HEV canton ZH, ZHK, hôtellerie suisse, ICC Switzerland, CI Commerce de détail, IHZ, IVS, Forum PME, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, USP, SESE, ASA, Swiss Re, STSA, Swiss Amcham, Swissmem, WK-BL, ZBV) sont favorables à l'inscription dans le projet de l'impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts versés sur le capital propre supérieur à la moyenne.

L'UDC ainsi que cinq organisations et autres (FIDUCIAIRE SUISSE, CNCI, FTAF, Marti, SOHK) réclament des mesures supplémentaires, par exemple des allègements fiscaux pour les start-up, une taxe au tonnage, la suppression des droits de timbre ainsi que des adaptations dans le domaine de l'impôt anticipé.

Mesures supplémentaires pour une répartition équitable des charges de la réforme

La Ville de Genève, trois partis (PEV, PES, PSS), l'USS et Travail.Suisse réclament des hausses plus fortes de l'imposition des dividendes et/ou des prescriptions minimales en matière d'allocations familiales. Inversement, ils demandent une diminution des allègements fiscaux, par exemple au moyen d'une *patent box* restreinte et/ou d'une renonciation aux déductions supplémentaires des dépenses de recherche et de développement.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, tous les cantons, UVS, Conférence des villes suisses sur les impôts, CDFV, églises nationales

Ville de Genève

Partis

PBD, PEV, pvl, PSS

Organisations et autres

UVS, SAB, economiesuisse, ASB, usam, CP, FER, EXPERTsuisse, veb, SwissHoldings

CCIG, Coop, PLR canton ZH, FTAF, FGPF, FREI connect, GastroSuisse, KGL, GZA, GEM, HKBB, hotelleriesuisse, HEV canton ZH, ICC Switzerland, ICTswitzerland, CI Commerce de détail, IVS, Interpharma, Conférence des cantons contributeurs à la RPT, ASA, SOHK, suis-setec, Swiss Re, STSA, Swiss Amcham, Swissmem, ABG, ABPS, ZVDS, ZBV

Approbation avec réserves

Partis

PLR, UDC

Organisations et autres

Travail.Suisse, ASEFID, VPAG, FIDUCIAIRE SUISSE, CNCI, VBSS, ConstructionValais, IHK SG-A, WU

Rejet

Partis

PDC, PES

Organisations et autres

USS, Alliance Sud, CCI Valais, CGAS, Freiheit + Verantwortung, KGL, Forum PME, Marti, SSE, SESE, SFB, Swiss Textiles, Wenk

4.2 Mesures principales du PF 17

4.2.1 Suppression des régimes fiscaux cantonaux

Principale déclaration:

La nécessité de la suppression n'est pas contestée.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, tous les cantons, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts, CLDF, églises nationales, Ville de Genève

Partis

PBD, PEV, PDC, PLR, PES, pvl, UDC, PSS

Organisations et autres

UVS, SAB, economiesuisse, SwissHoldings, ASB, USS, CP, FER, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, veb, ASEFiD

AGV, Alliance Sud, Bruhin, CCIG, CNCI, CCI Valais, Pro-Economy, CVCI, CLDF, Coop, PLR canton ZH, FPV, FTAF, FGPF, FREI connect, Freiheit + Verantwortung, GastroSuisse, KGL, GZA, GEM, HAW, HKBB, HEV canton ZH, CI Commerce de détail, IHK SG-A, IZH, ZHK, IVS, Interpharma, Forum PME, Marti, Schindler, ASA, SOHK, suissetec, SFB, Swiss Re, STSA, Swiss Amcham, Swissmem, ABG, VBSS, VPAG, ABPS, VSUD, WU, ZVDS, ZBV

4.2.2 Introduction d'une *patent box* (loi et ordonnance)

Principales déclarations:

La grande majorité des participants à la consultation soutiennent cette mesure.

Loi

Sept cantons (AI, GE, GL, GR, SH, TG, VD), la Ville de Genève et deux partis (PES, PLR) ainsi que dix organisations (usam, CP, Conférence des villes suisses sur les impôts, CCIG, FPV, KGL, Forum PME, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, SESE, ZVDS) demandent que la *patent box* soit facultative pour les cantons.

Dix cantons (AI, BL, GL, OW, SG, SO, SZ, TG, ZG, ZH), l'UVS, la Conférence des villes suisses sur les impôts et la CDFV demandent que la *patent box* soit conçue de façon plus restrictive (en particulier sans les logiciels brevetés à l'étranger).

Deux cantons (NW, TI), l'UDC ainsi que 33 organisations (usam, economiesuisse, SwissHoldings, EXPERTsuisse, AROPI, ASCPI, ACBSE, ACBIS, ABG, CCI Valais, Pro-Economy, CVCI, ConstructionValais, Coop, PLR canton ZH, FTAF, Forum Zürich, KGL, GZA, HAW, ZHK, HEV canton ZH, ICTswitzerland, CI Commerce de détail, IZH, IVS, Forum PME, scienceindustries, Swiss Amcham, VSUD, WK-BL, ZVDS, ZBV) aimeraient une *patent box* comprenant tous les droits éligibles au sens de l'OCDE.

Deux partis (PES, PSS) ainsi que l'USS aimeraient que la *patent box* soit limitée dans le temps.

Le PLR et six organisations (economicsuisse, SwissHoldings, EXPERTsuisse, ASB, ABG, PLR canton AG) estiment qu'il vaudrait la peine d'examiner un dégrèvement plus important du bénéfice éligible à la *patent box* (100 % au lieu de 90 % comme proposé).

Huit organisations (SwissHoldings, scienceindustries, AROPI, ASCPI, ACBSE, ACBIS, Interpharma, Swissmem) demandent que les licences exclusives sur des droits éligibles et que la protection des rapports au sens de l'ordonnance sur les produits phytosanitaires soient reconnues comme des droits comparables.

Huit organisations (economicsuisse, EXPERTsuisse, Interpharma, scienceindustries, Swissmem, ACBSE, ASCPI, ZVDS) considèrent que l'imputation de 6 % des coûts liés aux fonctions de routine est trop élevée ou demandent que cette imputation soit modulée en fonction des branches.

Le canton TG, le PDC ainsi que six organisations (ASEFiD, Alliance Sud, Bruhin, IHK SG-A, Marti, Swiss Textiles) rejettent cette mesure.

Ordonnance

Trois organisations (AROPI, ASCPI et ACBSE) demandent que l'imposition à taux réduit puisse être réclamée dès la demande de brevet et non à partir de la délivrance de ce dernier.

Le canton BS et quinze organisations (economiesuisse, SwissHoldings, EXPERTsuisse, ASB, ABG, HAW, ZHK, HEV canton ZH, IHZ, IVS, Interpharma, scienceindustries, Swiss Amcham, VSUD, ZBV) aimeraient que l'imposition soit réduite lors de l'entrée dans la *patent box* ou que ce soit en principe aux cantons de régler les modalités de l'entrée dans la *patent box*.

Le canton BS et quatre organisations (economiesuisse, SwissHoldings, Interpharma et scienceindustries) demandent que soient prises en compte pour le calcul du quotient Nexus les dépenses de recherche et de développement d'un laps de temps supérieur aux onze périodes fiscales prévues à l'art. 4, al. 2, du projet d'ordonnance.

La CdC, la CDF, six cantons (GR, LU, JU, NW, SO, UR) et l'UVS désirent que l'ordonnance fasse l'objet d'une nouvelle consultation une fois que la réglementation relative à la *patent box* sera définitivement fixée.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, AR, AG, BS, BE, BL, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SZ, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts, églises nationales

Ville de Genève

Partis

PEV, PLR, PES, pvl, UDC, PSS

Organisations et autres

SAB, economiesuisse, usam, SwissHoldings, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, ASB, CP, FER, veb, AROPI, ASCPI, ACBSE, ACBIS

ABG, AGV, CCIG, CNCI, CCI Valais, Pro-Economy, CVCI, ConstructionValais, Coop, PDC canton ZH, PLR canton AG, PLR canton ZH, FPV, FGPF, FREI connect, Freiheit + Verantwortung, GastroSuisse, KGL, GZA, HKKB, HAW, HEV canton ZH, ZHK, ICTswitzerland, CI Commerce de détail, IHZ, IVS, Interpharma, Forum PME, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Schindler, SESE, SOHK, suissetec, SFB, STSA, Swiss Amcham, Swissmem, VBSS, VPAG, VSUD, WK-BL, ZVDS

Rejet

Cantons, villes et communes

TG

Partis

PDC

Organisations et autres

ASEFiD, Alliance Sud, Bruhin, IHK SG-A, Marti, Swiss Textiles

4.2.3 Introduction de déductions supplémentaires pour les dépenses de recherche et de développement (dépenses de R&D)

Principales déclarations:

La majorité des participants à la consultation soutiennent cette mesure.

Six organisations (economiesuisse, EXPERTsuisse, ASB, ABG, Swiss RE, Swiss Amcham) veulent que les dépenses de R&D allant au-delà du supplément forfaitaire de 35 % puissent également être déduites si le contribuable apporte la preuve de leur existence.

Quatre organisations (EXPERTsuisse, GZA, Interpharma, Swiss Re) aimeraient également inclure tout ou partie des dépenses de R&D étrangères.

Cinq organisations (usam, KGL, scienceindustries, Swiss Textiles, Swiss Amcham) aimeraient une définition aussi large que possible de la recherche et du développement.

La Conférence des villes suisses sur les impôts et la VBSS aimeraient au contraire une définition aussi restrictive que possible de la recherche et du développement.

La Ville de Genève, trois partis (PDC, PES, PSS) et cinq organisations (USS, ASEFiD, Bruhin, IKK SG-A, VBSS) rejettent cette mesure.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, AG, AI, AR, BE, BL, BS, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts, églises nationales

Partis

PBD, PEV, PLR, pvl, UDC

Organisations et autres

SAB, economiesuisse, usam, SwissHoldings, ASB, CP, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, veb, FER

AGV, CCIG, CNCI, CCI Valais, Pro-Economy, CVCI, ConstructionValais, Coop, PDC canton ZH, PLR canton AG, PLR canton ZH, FPV, FTAF, FGPF, FREI connect, Freiheit + Verantwortung, GastroSuisse, GZA, GEM, HKBB, HAW, ZHK, HEV canton ZH, hotelleriesuisse, ICTswitzerland, CI Commerce de détail, IHZ, Interpharma, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Marti, Schindler, SESE, scienceindustries, SOHK, suissetec, SFB, Swiss Re, Swiss Textiles, STSA, Swissmem, ABG, VPAG, VSUD, ZVDS, ZBV

Rejet

Cantons, villes et communes

Ville de Genève

Partis

PDC, PES, PSS

Organisations et autres

USS, ASEFiD, Bruhin, IHK SG-A, VBSS

4.2.4 Introduction d'une limitation de la réduction fiscale

Principales déclarations:

La grande majorité des participants à la consultation soutiennent cette mesure.

La CdC, la CDF et la majorité des cantons (AI, AR, BL, BS, GL, JU, LU, NW, OW, SG, SO, SZ, TG, TI, UR, ZG, ZH) proposent une reformulation de la limitation de la réduction fiscale afin d'établir clairement que l'imposition lors de l'entrée dans la *patent box* n'est pas touchée par la limitation de la réduction fiscale.

L'UDC et sept organisations (economiesuisse, ASB, EXPERTsuisse, ABG, PLR canton AG, SFB, Swiss Amcham) aimeraient que la réduction fiscale soit plafonnée à un niveau plus élevé.

Deux cantons (GE, NE), la Ville de Genève, deux partis (PES, PSS) ainsi que trois organisations (Freiheit + Verantwortung, SFB, VBSS) aimeraient que la réduction fiscale soit plafonnée à un niveau plus bas.

Le PLR et quatre organisations (usam, FIDUCIAIRE SUISSE, KGL, ZVDS) aimeraient que la limitation de la réduction fiscale ait un caractère facultatif ou que ce soit aux cantons d'en fixer le taux.

Cinq organisations (economiesuisse, SwissHoldings, ASB, VSUD, ZVDS) sont opposées à ce que les amortissements résultant de la perte du statut particulier avant terme soient également pris en compte dans le calcul de la limitation de la réduction fiscale (cf. art. 78g P-LHID).

Le PDC et deux organisations (ASEFiD, IHK SG-A) rejettent cette mesure.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts, églises nationales, Ville de Genève

Partis

PEV, PLR, PES, pvl, PSS, UDC

Organisations et autres

economiesuisse, usam, SwissHoldings, ASB, USS, CP, FER, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, veb

CCIG, CNCI, CCI Valais, Pro-Economy, CVCI, Coop, PLR canton AG, PLR canton ZH, FPV, FTAF, FGPF, FREI connect, Freiheit + Verantwortung, GastroSuisse, KGL, GZA, GEM, HKBB, HAW, HEV canton ZH, ZHK, IHZ, IVS, Interpharma, Marti, Schindler, SESE, suisse-tec, SFB, STSA, Swiss Amcham, ABG, VSUD, VBSS, VPAG, ZVDS, ZBV

Rejet

Partis

PDC

Organisations et autres

ASEFiD, IHK SG-A

4.2.5 Augmentation de l'imposition des dividendes

Principales déclarations:

Cette mesure est contestée.

Avis favorables

La CdC, la CDF, la grande majorité des cantons (AG, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GR, JU, LU, NE, OW, SG, SH, TI, UR, VS, ZG, ZH), l'UVS, la CDFV, la Conférence des villes suisses sur les impôts, trois partis (PEV, PES, PSS) ainsi que neuf organisations (USS, Travail.Suisse, CCIG, CNCI, GEM, CI Commerce de détail, IVS, Marti, VBSS) soutiennent cette mesure.

La Ville de Genève, trois partis (PEV, PES, PSS) et l'USS seraient favorables à une hausse plus forte de l'imposition des dividendes.

Deux cantons (AG, BL) et deux organisations (CNCI, IVS) aimeraient qu'un pourcentage minimum plus bas soit fixé pour l'imposition des dividendes en ce qui concerne les impôts cantonaux et communaux.

Rejet de la mesure

Trois cantons (AI, NW, SZ), cinq partis (PBD, PDC, PLR, pvl, UDC) et 41 organisations (PDC canton ZH, PLR canton AG, PLR canton ZH, economiesuisse, usam, ASB, CP, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, ASEFiD, AGV, CCIF, CCI Valais, Pro-Economy, ConstructionValais, FGPF, FPV, FTAF, Forum Zürich, FREI connect, Freiheit + Verantwortung, GastroSuisse, KGL, GZA, HKBB, HEV canton ZH, IHZ, Forum PME, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Schindler, SSE, SESE, SOHK, suissetec, SFB, Swissmem, ABG, VPAG, VSUD, WK-BL, ZVDS) rejettent cette mesure.

Rejet de la mesure sur le plan cantonal

Le canton VD et onze organisations (SwissHoldings, Interpharma, FER, CVCI, HAW, Swiss Textiles, STSA, Swiss Amcham, WU, ZBV, ZHK) sont opposés à ce qu'un pourcentage minimum d'imposition des dividendes soit fixé sur le plan cantonal. Certains de ces interlocuteurs demandent que la LHID prescrive en lieu et place aux cantons une imposition neutre quant à la forme juridique.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, AG, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GR, JU, LU, NE, OW, SG, SH, TI, UR, VS, ZG, ZH, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts, Ville de Genève

Partis

PEV, PES, PSS

Organisations et autres

USS, Travail.Suisse, CCIG, CNCI, GEM, CI Commerce de détail, IVS, Marti, VBSS

Rejet

Cantons, villes et communes

AI, NW, SZ, VD

Partis

PBD, PDC, PLR, pvl, UDC

Organisations et autres

economiesuisse, usam, ASB, CP, FER, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, ASEFiD, SwissHoldings

AGV, CCIF, CCI Valais, Pro-Economy, CVCI, ConstructionValais, PDC canton ZH, PLR canton AG, PLR canton ZH, FGPF, FPV, FTAF, Forum Zürich, FREI connect, Freiheit + Verantwortung, GastroSuisse, Interpharma, KGL, GZA, HKBB, HAW, HEV canton ZH, IHZ, Forum PME, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Schindler, SSE, STSA, Swiss Amcham, SESE, SOHK, suissetec, SFB, Swiss Textiles, Swissmem, ABG, VPAG, VSUD, WU, WK-BL, ZVDS, ZBV, ZHK

4.2.6 Augmentation de la part des cantons au produit de l'impôt fédéral direct

Principales déclarations:

La CDF, la CdC, tous les cantons, la Conférence des cantons contributeurs à la RPT, la CLDF, l'ACS, l'USV, la CDFV, six partis (PEV, PBD, PDC, pvl, PLR, PSS) et plusieurs organisations (dont SAB, economiesuisse, usam, ASB, Conférence des villes suisses sur les impôts, CP, FER, SwissHoldings) soutiennent l'augmentation de la part des cantons au produit de l'IFD. Cependant, la plupart des milieux soutenant cette mesure critiquent le relèvement à 20,5 % et réclament au minimum 21,2 %.

Par ailleurs, deux partis qui y sont favorables émettent des conditions: pour le PLR, le niveau de l'augmentation doit dépendre de la quantité de mesures fiscales à caractère facultatif. Pour le PSS, les pertes fiscales au niveau fédéral doivent être limitées à 500 millions de francs et compensées. Trois cantons (BS, SO, ZH) revendiquent certains points supplémentaires: ZH souhaite également une augmentation de la part de la Confédération aux prestations complémentaires. BS considère que la mesure devrait entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 2019 et SO demande le réexamen d'une compensation verticale fondée sur la taille de la population.

Deux partis (UDC, PES) ainsi que l'USS désapprouvent cette mesure. Le PES et l'USS précisent que si la mesure devait être adoptée malgré leur opposition, il faudrait que ces montants soient en partie affectés à des prestations sociales (réduction des primes d'assurance-maladie) et, pour le PES, qu'un plancher pour l'impôt sur le bénéfice soit également introduit. Pour l'UDC, il faudrait remplacer la mesure par une réduction du taux de l'IFD des personnes morales à 7,5 %.

Approbation de principe

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, tous les cantons, ACS, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts
CLDF, Conférence des cantons contributeurs à la RPT, églises nationales, Ville de Genève

Partis

PBD, PDC, PEV, PLR, pvl, PSS

Organisations et autres

SAB, economiesuisse, usam, ASB, CP, FER, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, SwissHoldings

CCIF, CCIG, CNCI, CCI Valais, CVCI, ConstructionValais, Coop, PLR canton AG, PLR canton ZH, FPV, FTAF, FGPF, Frei connect, KGL, GZA, GEM, HKBB, HAW, HEV canton ZH, CI Commerce de détail, IHZ, IVS, Marti, Schindler, SSE, SESE, SOHK, suissetec, Swiss Re, Swiss Textiles, STSA, Swiss Amcham, VBSS, VPAG, ABG, ABPS, VSUD, WU, WK-BL, ZBV, ZHK

Rejet

Partis

PES, UDC

Organisations et autres

USS, Alliance Sud

4.2.7 Prise en compte des villes et des communes

Principales déclarations:

La CDF, la CdC, la grande majorité des cantons, six partis (PDC, PEV, PLR, PES, pvl, PSS) ainsi que plusieurs organisations (dont SAB, economiesuisse, Conférence des villes suisses sur les impôts, FER, SwissHoldings) soutiennent la prise en compte des villes et des communes dans le projet. L'ACS, l'USV, la CDFV et la Ville de Genève approuvent également cette mesure mais souhaiteraient un renforcement de la disposition. Les églises nationales considèrent qu'il faudrait également prendre en compte les paroisses dans le projet. Quant au canton ZH, il demande en contrepartie une augmentation de la part de la Confédération aux prestations complémentaires.

Invoquant la contradiction avec les principes du fédéralisme, deux cantons (AR, GR) et trois organisations (dont l'usam et le CP) rejettent cette mesure.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, 21 cantons (AG, AI, BE, BL, BS, FR, GE, JU, LU, NE, NW, UR, SG, SH, SO, SZ, TI, VD, VS, ZG, ZH), ACS, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts, églises nationales

Ville de Genève

Partis

PDC, PEV, PLR, PES, pvl, PSS

Organisations et autres

SAB, economiesuisse, EXPERTsuisse, FER, SwissHoldings

CCIF, CCIG, CNCI, Coop, Marti, FTAF, FGPF, GZA, GEM, HKBB, IVS, Frei connect, CI Commerce de détail, Schindler, SESE, ASA, suissetec, STSA, Swiss Amcham, Swiss Re, VBSS, VPAG, ABG, ZVDS

Rejet

Cantons, villes et communes

AR, GR

Organisations et autres

usam, CP, FPV, KGL

4.2.8 Hausse des prescriptions minimales en matière d'allocations familiales

Principales déclarations:

La hausse des prescriptions minimales en matière d'allocations familiales est contestée: alors que douze cantons, y compris la CdC et la CDF, deux partis (PES, PSS) et plusieurs organisations soutiennent cette mesure, elle est rejetée par six cantons et cinq partis ainsi que par la majorité des organisations et autres participants à la consultation. Les participants restants ne se prononcent pas ou n'expriment pas de préférence claire.

Certains partis et organisations de gauche réclament une hausse plus importante: le PSS est favorable à une augmentation d'au moins 50 francs, tandis que l'USS et Travail.Suisse préconisent des hausses de 100 francs et 60 francs respectivement. Le PES considère qu'une hausse de 30 francs est insuffisante, mais ne cite pas de valeur cible.

Par ailleurs, certains participants sont favorables à d'autres mesures visant à garantir l'équité de la mesure:

- Soutien fédéral plus important à la réduction individuelle des primes: cantons NE et VD
- Augmentation de la déductibilité des frais de garde des enfants par des tiers: PLR
- Mise en œuvre de la compensation sociale en fonction des réalités cantonales: canton FR, PDC
- Extension du congé de paternité: Travail.Suisse, CP
- Réduction du barème maximum de l'impôt fédéral direct pour les personnes physiques ou augmentation d'un huitième de la part de la Confédération aux prestations complémentaires (si l'objectif premier est de décharger les cantons et les communes): UDC

Finalement, cinq cantons et deux organisations ne s'opposent pas à cet aspect de la réforme pour autant que la mesure aide le projet à réunir un consensus.

Approbaton

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, douze cantons (AR, BE, BL, BS, GE, JU, LU, NW, SO, SH, UR, ZG), églises nationales

Partis

PES, PSS

Organisations et autres

USS, Travail.Suisse, FER

CCIF, CCIG, Coop, FPV, FTAf, FGPF, CI Commerce de détail, USPF, STSA

Rejet

Cantons, villes et communes

Six cantons (AG, AI, FR, NE, SZ, TI), Conférence des villes suisses sur les impôts, Ville de Genève

Partis

PBD, PDC, PLR, pvl, UDC

Organisations et autres

SAB, economiesuisse, usam, ASB, ASEFiD, CP, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, veb, SwissHoldings

AGV, Bruhin, CNCI, CCI Valais, ConstructionValais, PLR canton AG, PLR canton ZH, Forum Zürich, Frei connect, Freiheit & Verantwortung, GastroSuisse, KGL, GZA, HKBB, HAW, HEV canton ZH, hotelleriesuisse, IHK SG-A, IHZ, IVS, Forum PME, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Marti, Schindler, SSE, SESE, SOHK, suissetec, SFB, Swiss Re, Swiss Textiles, Swiss Amcham, Swissmem, VBSS, VPAG, ABG, VSUD, WU, WK-BL, ZVDS, ZBV, ZHK

4.3 Autres mesures du PF 17

4.3.1 Allégements de l'impôt sur le capital

Principales déclarations:

La majorité des participants à la consultation soutiennent cette mesure.

La CdC, la CDF et la grande majorité des cantons (AI, AR, BL, GE, GR, LU, NE, NW, OW, SG, SZ, TG, UR, VD, VS, ZG, ZH) ainsi que 20 organisations (eonomiesuisse, SwissHoldings, EXPERTsuisse, ASB, CP, FER, ABG, CCIG, PLR canton ZH, GEM, HAW, HEV canton ZH, ZHK, IVS, Interpharma, Swiss Re, STSA, Swiss Amcham, ZVDS, ZBV) demandent que le capital propre afférent aux prêts au sein du groupe soit en plus inclus dans l'allégement.

Deux partis (PES, PSS) et Alliance Sud rejettent cette mesure.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, AG, AI, AR, BE, BL, BS, GE, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts

Partis

PEV, PLR, pvl

Organisations et autres

economiesuisse, usam, SwissHoldings, ASB, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, FER, veb

CCIG, CNCI, Coop, PLR canton AG, PLR canton ZH, FTAF, FGPF, FREI connect, GastroSuisse, KGL, GZA, GEM, HAW, HEV canton ZH, ZHK, CI Commerce de détail, IHZ, IVS, Interpharma, Forum PME, Marti, Schindler, SESE, suissetec, Swiss Re, STSA, Swiss Amcham, ABG, VBSS, VPAG, VSUD, WK-BL, ZVDS, ZBV

Rejet

Partis

PES, PSS

Organisations et autres

Alliance Sud

4.3.2 Déclaration de réserves latentes

Principales déclarations:

La grande majorité des participants à la consultation soutiennent cette mesure.

La CdC, la CDF et la majorité des cantons (AI, AR, GL, LU, NW, OW, SG, SO, SZ, TG, UR, VD, VS, ZG, ZH) ainsi qu'EXPERTsuisse réclament en plus que les actifs circulants soient intégrés à la déclaration des réserves latentes.

L'UVS et la CDFV veulent une durée d'amortissement plus courte pour les réserves latentes déclarées au début de l'assujettissement à l'impôt.

D'autres participants à la consultation (ASEFiD, PLR canton ZH, HAW, HEV canton ZH, Schindler, Swiss Re, VSUD, ZVDS, ZBV, ZHK) considèrent que le délai prévu pour l'imposition spéciale fondée sur l'art. 78g P-LHID est trop court.

Swiss Amcham souhaite qu'il n'y ait aucune limitation temporelle de la durée d'amortissement.

Le PSS et la Conférence des villes suisses sur les impôts rejettent la déclaration de réserves latentes en cas d'arrivée en provenance de l'étranger.

Trois organisations (usam, ZVDS, KGL) considèrent la pratique actuelle en matière de changement de statut comme suffisante. Les *Limmattaler Wirtschaftsverbände* et la SESE ne veulent pas de réglementations bureaucratiques.

Approbaton

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, AG, AI, AR, BE, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts

Partis

PEV, PDC, PLR, PES, pvl, UDC, PSS

Organisations et autres

economiesuisse, SwissHoldings, EXPERTsuisse, ASB, USS, CP, FER, ASEFiD, ABG

CCIG, CNCI, Coop, PLR canton AG, PLR canton ZH, FPV, FTAF, FGPF, FREI connect, GZA, GEM, HAW, HEV canton ZH, ZHK, CI Commerce de détail, IHZ, IVS, Interpharma, Forum PME, Schindler, suissetec, Swiss Re, STSA, Swiss Amcham, VBSS, VPAG, VSUD, WK-BL, ZVDS, ZBV

Rejet

Cantons, villes et communes

Ville de Genève

Organisations et autres

usam, FIDUCIAIRE SUISSE, KGL, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Marti, SESE

4.3.3 Modifications relatives à la transposition

Principales déclarations:

La CdC, la CDF, tous les cantons sauf BL, l'UVS, la Conférence des villes suisses sur les impôts, la CDFV, la Ville de Genève, quatre partis (PEV, PLR, pvl, PSS) et quinze organisations (USS, CP, FER, ASEFiD, CCIG, Coop, FGPF, GEM, HAW, ZHK, CI Commerce de détail, IHZ, Marti, ABG, VBSS) soutiennent cette mesure.

Le canton BL, l'UDC et 24 organisations (economiesuisse, usam, ASB, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, veb, SwissHoldings, PLR canton ZH, ABG, Bruhin, CNCI, FREI connect, KGL, GZA, HKBB, Interpharma, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Schindler, suissetec, Swiss Re, Swiss Amcham, VPAG, VSUD, ZVDS) rejettent cette mesure.

Treize organisations (FER, CVCI, HKBB, HAW, HEV canton ZH, ZHK, IHZ, IVS, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Swiss Amcham, VPAG, VSUD, ZVDS) déplorent l'absence de lien avec les objectifs du PF 17.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, AG, AI, AR, BE, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SO, SZ, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH, UVS, Conférence des villes suisses sur les impôts, CDFV

Ville de Genève

Partis

PEV, PLR, pvl, PSS

Organisations et autres

USS, CP, FER, ASEFiD

CCIG, Coop, FGPF, GEM, HAW, ZHK, CI Commerce de détail, IHZ, Marti, ABG, VBSS

Rejet

Cantons, villes et communes

BL

Partis

UDC

Organisations et autres

economiesuisse, usam, ASB, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, veb, SwissHoldings

PLR canton ZH, ABG, Bruhin, CNCI, FREI connect, KGL, GZA, HKBB, Interpharma, *Limmat-taler Wirtschaftsverbände*, Schindler, suissetec, Swiss Re, Swiss Amcham, VPAG, VSUD, ZVDS

4.3.4 Extension de l'imputation forfaitaire d'impôt

Principales déclarations:

La CdC, la CDF, tous les cantons sauf BS, l'UVS, la CDFV, la Conférence des villes suisses sur les impôts, la Ville de Genève, trois partis (PEV, PLR, pvl) et 32 organisations (economiesuisse, usam, SwissHoldings, ASB, CP, veb, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE, CCIG, CNCI, Coop, PLR canton AG, PLR canton ZH, FGPF, FREI connect, GZA, GEM, HAW, HEV canton ZH, ZHK, CI Commerce de détail, IVS, Interpharma, Marti, Schindler, SFAMA, Swiss Re, Swiss Amcham, ABG, VBSS, VPAG, ZBV) soutiennent cette mesure.

Le canton BS, deux partis (PES, PSS) et quatre organisations (ASEFiD, KGL, suissetec, ZVDS) rejettent cette mesure.

Quatre organisations (FER, FGPF, ASEFiD, ZVDS) déplorent l'absence de lien avec les objectifs du PF 17 ou voient dans cette mesure une complexification inutile du projet.

La SFAMA demande que l'imputation forfaitaire s'applique également aux placements collectifs de capitaux.

Approbation

Cantons, villes et communes

CdC, CDF, AG, AI, AR, BE, BL, GE, GR, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH, UVS, CDFV, Conférence des villes suisses sur les impôts

Ville de Genève

Partis

PEV, PLR, pvl

Organisations

economiesuisse, usam, SwissHoldings, ASB, CP, veb, EXPERTsuisse, FIDUCIAIRE SUISSE

CCIG, CNCI, Coop, PLR canton AG, PLR canton ZH, FGPF, FREI connect, GZA, GEM, HAW, HEV canton ZH, ZHK, CI Commerce de détail, IVS, Interpharma, Marti, Schindler, SFAMA, Swiss Re, Swiss Amcham, ABG, VBSS, VPAG, ZBV

Rejet

Cantons, villes et communes

BS

Partis

PES, PSS

Organisations et autres

ASEFiD, KGL, suissetec, ZVDS

4.3.5 Modifications de la péréquation financière

a Remarques générales

Principales déclarations:

L'adaptation de la péréquation financière aux nouvelles mesures de politique fiscale ne suscite guère d'opposition.

La CDF, la CdC et dix cantons (AR, GE, GR, JU, LU, NE, NW, SO, TI, UR) aimeraient disposer d'estimations et de simulations plus détaillées sur les conséquences de la réforme sur la péréquation financière.

La CDF, la CdC et douze cantons (AR, BL, GR, JU, LU, NW, OW, SO, TG, UR, ZG, ZH) ainsi que la Conférence des cantons contributeurs à la RPT demandent que des adaptations soient apportées à la formulation de l'art. 23a, al. 1, P-PFCC (sans modification matérielle).

L'octroi de contributions complémentaires pendant la phase transitoire est largement approuvé. Certains participants à la consultation s'expriment expressément pour (CDF, CdC, AR, FR, GR, JU, LU, NW, UR, SAB, CP, WU) ou contre une compensation en faveur des cantons concernés (Ville de Genève: en lieu et place, augmentation de la compensation des charges). La Conférence des cantons contributeurs à la RPT et SZ sont favorables à une garantie de la dotation minimale pendant la phase transitoire. Des contributions complémentaires ne doivent cependant être octroyées que si elles sont nécessaires pour atteindre l'objectif de dotation minimale. ZH aimerait également qu'une preuve de la nécessité des contributions complémentaires soit apportée.

La CDF, la CdC, la Conférence des cantons contributeurs à la RPT, JU, LU, NW, SO et l'UVS aimeraient faire une nouvelle fois part de leur avis avant l'adoption des ordonnances.

En ce qui concerne l'introduction de facteurs zêta, diverses propositions d'adaptations sont présentées: soit l'introduction d'un seul facteur zêta, c'est-à-dire la non-prise en considération des *patent boxes* (GE, NE, SH, TG, Ville de Genève), soit l'introduction de plus de deux facteurs zêta (Conférence des cantons contributeurs à la RPT, AG, AR, EXPERTsuisse), soit une égalité de traitement générale (FR, VD). À cet égard, il faut également se référer aux commentaires sur le caractère obligatoire ou facultatif des *patent boxes* (cf. 4.2.2), car seules les mesures obligatoires sont prises en considération dans le cadre de la péréquation des ressources.

Certains participants demandent que les facteurs zêta soient fixés à un niveau plus bas (usam, SwissHoldings, KGL, Interpharma, Schindler, ZVDS). D'autres participants demandent en revanche que ces facteurs soient fixés à un niveau plus élevé ou réclament d'autres mesures visant à limiter la concurrence fiscale (PES, PSS, SAB, USS, VBSS).

Au sujet des facteurs zêta, voir également les avis des cantons au sujet de la fixation de seuils et de plafonds pour ces facteurs (cf. section c).

Approbation de principe

Cantons, villes et communes

CDF, CdC, tous les cantons, Conférence des villes suisses sur les impôts, CDFV

Ville de Genève

Partis

PDC, PEV, PLR, PES, pvl, PSS

Organisations et autres

SAB, economiesuisse, usam, UPS, ASB, USS, CP, FER, EXPERTsuisse, veb, SwissHoldings

CCIG, CNCI, Coop, PLR canton ZH, FTAF, FGPF, FREI connect, KGL, GZA, GEM, HKBB, HAW, HEV canton ZH, CI Commerce de détail, IHK SG-A, IVS, Interpharma, *Limmattaler Wirtschaftsverbände*, Marti, SESE, scienceindustries, suissetec, STSA, Swiss Amcham, VBSS, VPAG, ABG, VSUD, ZBV, ZHK

b Modifications de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC): date de l'abandon du statut fiscal spécial

Le questionnaire relatif à la date de l'abandon du statut fiscal spécial n'a été envoyé qu'aux cantons. C'est pourquoi les avis mentionnés émanent tous de ces derniers.

Principales déclarations:

La majorité des cantons acceptent la date de prise d'effet de l'abandon du statut fiscal spécial. Le CDF renvoie aux avis émanant des cantons.

FR aimerait l'adjonction d'une précision concernant les cas dans lesquels l'exercice s'étend sur deux années civiles.

VE et NE aimeraient fixer la date en fonction de l'entrée en vigueur du PF 17. VD propose de fixer la date au 31 décembre 2017.

Approbation

AG, AI, AR, BE, BL, BS, GL, GR, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TI, ZG, ZH

Rejet

NE, VD

c Modifications de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC): fourchette entre le seuil et le plafond des facteurs zêta

Le questionnaire relatif à la fourchette entre le seuil et le plafond n'a été envoyé qu'aux cantons. C'est pourquoi les avis mentionnés émanent tous de ces derniers.

Principales déclarations:

Pour la CDF et la majorité des cantons, la fourchette de dix points de pourcentage proposée dans l'ordonnance est appropriée. BL, SH et ZH réclament une fourchette plus étroite (BL: 30 – 35 %; SH: 27 – 32 %). AR, GR, SG et VS ne s'expriment pas au sujet de la fourchette, mais uniquement au sujet de la hauteur. Sept cantons (FR, GE, NE, NW, OW, UR, ZH) aimeraient recevoir plus d'informations pour se prononcer.

De nombreux cantons s'expriment de façon critique au sujet de la hauteur des valeurs proposées. Les valeurs fixées semblent basses à la CDF et à dix cantons (AR, FR, GR, JU, LU, NW, SG, SO, SZ, UR). La CDF, AR, GR, JU, LU et NW relèvent l'asymétrie du concept (prise en compte du revenu et de la fortune des personnes physiques, mais seulement du bénéfice – sans le capital – des personnes morales). AR, GR, SG et VS proposent que le seuil soit fixé à 40 % ou à 50 %.

La Conférence des cantons contributeurs à la RPT, BS, SZ, VD et ZH préconisent une utilisation restrictive du seuil et du plafond. Ceux-ci doivent uniquement empêcher les variations ou les valeurs extrêmes vers le bas (AG).

Six cantons (FR, GE, OW, UR, VS, ZH) demandent des bases ou des simulations approfondies pour l'évaluation ou une actualisation après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

La CDF, JU, LU, NW et SO demandent à pouvoir se prononcer une nouvelle fois avant l'adoption des ordonnances par le Conseil fédéral.

Approbat

CDF, Conférence des cantons contributeurs à la RPT, AG, AI, BE, BS, FR, GL, JU, LU, NW, OW, SO, SZ, TI, UR, VD, ZG

Rejet

BL, SH, VS, ZH (fourchette plus étroite)

Annexe

- Liste des participants à la procédure de consultation

Liste des participants à la procédure de consultation

1. Cantons

Destinataires	Abréviations	Avis reçu
Canton de Zurich	ZH	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Berne	BE	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Lucerne	LU	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton d'Uri	UR	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Schwyz	SZ	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton d'Obwald	OW	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Nidwald	NW	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Glaris	GL	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Zoug	ZG	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Fribourg	FR	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Soleure	SO	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Bâle-Ville	BS	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Bâle-Campagne	BL	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Schaffhouse	SH	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton d'Appenzell Rh.-Ext.	AR	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton d'Appenzell Rh.-Int.	AI	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Saint-Gall	SG	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton des Grisons	GR	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton d'Argovie	AG	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Thurgovie	TG	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton du Tessin	TI	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Vaud	VD	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton du Valais	VS	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Neuchâtel	NE	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton de Genève	GE	<input checked="" type="checkbox"/>
Canton du Jura	JU	<input checked="" type="checkbox"/>
Conférence des gouvernements cantonaux	CdC	<input checked="" type="checkbox"/>

2. Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale

Destinataires	Abréviations	Avis reçu
Parti bourgeois-démocratique suisse	PBD	<input checked="" type="checkbox"/>
Parti démocrate-chrétien suisse	PDC	<input checked="" type="checkbox"/>
Parti chrétien-social du canton d'Obwald	csp-ow	
Parti chrétien-social du Haut-Valais	CSPO	
Parti évangélique suisse	PEV	<input checked="" type="checkbox"/>
PLR. Les Libéraux-Radicaux	PLR	<input checked="" type="checkbox"/>
Parti écologiste suisse	PES	<input checked="" type="checkbox"/>
Parti vert/libéral suisse	pvl	<input checked="" type="checkbox"/>
Lega dei Ticinesi	Lega	
Mouvement Citoyens Romand	MCR	
Parti suisse du Travail	PST	
Union démocratique du centre	UDC	<input checked="" type="checkbox"/>
Parti socialiste suisse	PSS	<input checked="" type="checkbox"/>

3. Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national

Destinataires	Abréviations	Avis reçu
Association des communes suisses	ACS	<input checked="" type="checkbox"/>
Union des villes suisses	UVS	<input checked="" type="checkbox"/>
Groupement suisse pour les régions de montagne	SAB	<input checked="" type="checkbox"/>

4. Associations faitières de l'économie qui œuvrent au niveau national

Destinataires	Abréviations	Avis reçu
economiesuisse Fédération des entreprises suisses	economiesuisse	<input checked="" type="checkbox"/>
Union suisse des arts et métiers	usam	<input checked="" type="checkbox"/>
Union patronale suisse	UPS	<input checked="" type="checkbox"/> (renonciation)
Union suisse des paysans	USP	
Association suisse des banquiers	ASB	<input checked="" type="checkbox"/>
Union syndicale suisse	USS	<input checked="" type="checkbox"/>
Société suisse des employés de commerce	SSEC	<input checked="" type="checkbox"/> (renonciation)
Travail.Suisse	Travail.Suisse	<input checked="" type="checkbox"/>

5. Autorités financières et organisations fiscales

Destinataires	Abréviations	Avis reçu
Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances	CDF	<input checked="" type="checkbox"/>
Conférence suisse des impôts	CSI	
Conférence des villes suisses sur les impôts		<input checked="" type="checkbox"/>
Conférence des directrices et directeurs des finances des villes	CDFV	<input checked="" type="checkbox"/>
Association suisse des experts fiscaux diplômés	ASEFiD	<input checked="" type="checkbox"/>
Association suisse de droit fiscal IFA		

6. Autres organisations et personnes intéressées

Destinataires	Abréviations	Avis reçu
Association Internationale pour la Protection de la Propriété Intellectuelle Switzerland		
Association Romande de Propriété Intellectuelle	AROPI	<input checked="" type="checkbox"/>
Centre Patronal	CP	<input checked="" type="checkbox"/>
Fédération des Entreprises Romandes	FER	<input checked="" type="checkbox"/>
Licensing Executives Society Suisse		
Fédération Suisse des Avocats		

EXPERTsuisse Association suisse des experts en audit, fiscalité et fiduciaire	EXPERTsuisse	<input checked="" type="checkbox"/>
FIDUCIAIRE SUISSE (Union Suisse des Fiduciaires)	FIDUCIAIRE SUISSE	<input checked="" type="checkbox"/>
Églises nationales suisses	Églises nationales	<input checked="" type="checkbox"/>
veb.ch Association suisse des experts diplômés en finance et en controlling et des spécialistes en finance et comptabilité avec brevet fédéral	veb	<input checked="" type="checkbox"/>
Association des conseils en brevets suisses et européens de profession libérale	ACBSE	<input checked="" type="checkbox"/>
Association des Conseils en Brevet dans l'Industrie Suisse	ACBIS	<input checked="" type="checkbox"/>
Association Suisse des Conseils en Propriété Industrielle	ASCPI	<input checked="" type="checkbox"/>
Association Suisse des Gérants de Fortune		
Groupement Suisse des Conseils en Gestion Indépendants		
SwissHoldings Fédération des groupes industriels et de services en Suisse	SwissHoldings	<input checked="" type="checkbox"/>
proFonds Association faitière suisse des fondations et des associations d'utilité publique		

7. Participants qui se sont prononcés sans y avoir été invités officiellement

Destinataires	Abréviations	Avis reçu
Aargauischer Gewerbeverband (Union argovienne des arts et métiers)	AGV	<input checked="" type="checkbox"/>
Alliance Sud		<input checked="" type="checkbox"/>
Association de Banques Suisse de Gestion	ABG	<input checked="" type="checkbox"/>
Association des Banques Privées Suisses	ABPS	<input checked="" type="checkbox"/>
Association des sociétés anonymes privées	VPAG	<input checked="" type="checkbox"/>
Association suisse d'assurances	ASA	<input checked="" type="checkbox"/>
Bruhin & Partner AG	Bruhin	<input checked="" type="checkbox"/>
Chambre de commerce et d'industrie du canton de Fribourg	CCIF	<input checked="" type="checkbox"/>
Chambre de commerce, d'industrie et de service de Genève	CCIG	<input checked="" type="checkbox"/>
Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie	CNCI	<input checked="" type="checkbox"/>
Chambre valaisanne de commerce et d'industrie	CCI Valais	<input checked="" type="checkbox"/>
Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie	CVCI	<input checked="" type="checkbox"/>

CI Commerce de détail Suisse		<input checked="" type="checkbox"/>
Communauté genevoise d'action syndicale	CGAS	<input checked="" type="checkbox"/>
Conférence des cantons contributeurs à la RPT		<input checked="" type="checkbox"/>
Conférence latine des directeurs cantonaux des finances	CLDF	<input checked="" type="checkbox"/>
ConstructionValais		<input checked="" type="checkbox"/>
Coop		<input checked="" type="checkbox"/>
Fédération patronale vaudoise	FPV	<input checked="" type="checkbox"/>
Federazione Ticinese delle Associazioni di Fiduciari (Fédération tessinoise des associations de fiduciaires)	FTAF	<input checked="" type="checkbox"/>
Fondation Genève Place Financière	FGPF	<input checked="" type="checkbox"/>
Forum PME		<input checked="" type="checkbox"/>
Forum Zürich		<input checked="" type="checkbox"/>
FREI connect		<input checked="" type="checkbox"/>
Freiheit und Verantwortung	Freiheit + Verantwortung	<input checked="" type="checkbox"/>
GastroSuisse		<input checked="" type="checkbox"/>
Gewerbeverband Kanton Luzern (Union lucernoise des arts et métiers)	KGL	<input checked="" type="checkbox"/>
Greater Zurich Area AG	GZA	<input checked="" type="checkbox"/>
Groupement des Entreprises Multinationales	GEM	<input checked="" type="checkbox"/>
Handelskammer beider Basel (Chambre de commerce des deux Bâle)	HKBB	<input checked="" type="checkbox"/>
Handelskammer und Arbeitgebervereinigung Winterthur (Chambre de commerce et association patronale de Winterthur)	HAW	<input checked="" type="checkbox"/>
Hauseigentümerverband des Kantons Zürich (Association zurichoise des propriétaires fonciers)	HEV canton ZH	<input checked="" type="checkbox"/>
hotelleriesuisse		<input checked="" type="checkbox"/>
ICC Switzerland		<input checked="" type="checkbox"/>
ICTswitzerland		<input checked="" type="checkbox"/>
Industrie- und Handelskammer St. Gallen – Appenzell (Chambre de commerce et d'industrie St-Gall – Appenzell)	IHK SG-A	<input checked="" type="checkbox"/>
Industrie- und Handelskammer Zentralschweiz (Chambre de commerce et d'industrie de Suisse centrale)	IHZ	<input checked="" type="checkbox"/>
Industrie- und Wirtschaftsvereinigung Schaffhausen (Association industrielle et économique de Schaffhouse)	IVS	<input checked="" type="checkbox"/>
Interpharma		<input checked="" type="checkbox"/>
Klein Fritz Thomas	Klein	<input checked="" type="checkbox"/>
Limmattaler		<input checked="" type="checkbox"/>

Wirtschaftsverbände (Associations économiques de la vallée de la Limmat)		
Marti Peter	Marti	<input checked="" type="checkbox"/>
PDC du canton de Zurich	PDC canton ZH	<input checked="" type="checkbox"/>
PLR du canton d'Argovie	PLR canton AG	<input checked="" type="checkbox"/>
PLR du canton de Zurich	PLR canton ZH	<input checked="" type="checkbox"/>
Pro-Economy.VS	Pro-Economy	
Schindler Holding	Schindler	<input checked="" type="checkbox"/>
scienceindustries		<input checked="" type="checkbox"/>
Société des Entrepreneurs Suisse en Échafaudages	SESE	<input checked="" type="checkbox"/>
Société suisse des entrepreneurs	SSE	<input checked="" type="checkbox"/>
Solothurner Handelskammer (Chambre de commerce de Soleure)	SOHK	<input checked="" type="checkbox"/>
suissetec		<input checked="" type="checkbox"/>
Swiss Family Business	SFB	<input checked="" type="checkbox"/>
Swiss Funds & Asset Management Association	SFAMA	<input checked="" type="checkbox"/>
Swiss Re		<input checked="" type="checkbox"/>
Swiss Textiles		<input checked="" type="checkbox"/>
Swiss Trading & Shipping Association	STSA	<input checked="" type="checkbox"/>
Swiss-American Chamber of Commerce	Swiss Amcham	<input checked="" type="checkbox"/>
Swissmem		<input checked="" type="checkbox"/>
Union suisse des paysannes et des femmes rurales	USPF	<input checked="" type="checkbox"/>
Verband Bernischer Steuerverwalterinnen und Steuerverwalter (Association bernoise des administrateurs fiscaux)	VBSS	<input checked="" type="checkbox"/>
Vereinigung Schweizerischer Unternehmen in Deutschland (Association des entreprises suisse en Allemagne)	VSUD	<input checked="" type="checkbox"/>
Ville de Genève		<input checked="" type="checkbox"/>
Wenk Alexander	Wenk	<input checked="" type="checkbox"/>
Wirtschaft Uri (Économie uranaise)	WU	<input checked="" type="checkbox"/>
Wirtschaftskammer Baselland (Chambre économique de Bâle- Campagne)	WK-BL	<input checked="" type="checkbox"/>
Zentralschweiz. Vereinigung dipl. Steuerexperten (Association des experts fiscaux diplômés de Suisse centrale)	ZVDS	<input checked="" type="checkbox"/>
Zürcher Bankenverband (Association zurichoise des banques)	ZBV	<input checked="" type="checkbox"/>
Zürcher Handelskammer (Chambre de commerce de Zurich)	ZHK	<input checked="" type="checkbox"/>